



11 place Marcelin Berthelot

75 231 Paris cedex5

Marché n° 2025- 36

**Accord-cadre relatif à l'acquisition de cartes d'achat et prestations
associées à destination du collège de France**

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Table des matières

1.1 - Objet du marché	4
1.2 - Description des prestations	4
1.3 - Allotissement.....	4
1.4 - Durée du marché	5
1.5 - Variantes et prestations supplémentaires ou alternatives	5
1.6 - Forme du marché	5
1.7 - Prix du marché.....	5
ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE.....	6
ARTICLE 3 : DELAIS D'EXECUTION	6
3.1 - Durée d'exécution des bons de commande	6
3.2 - Prolongation des délais d'exécution	6
Seuls les bons de commande signés par un représentant du Collège de France pourront être honorés par le ou les titulaires.	7
ARTICLE 5 : REGIME FINANCIER POUR LE PAIEMENT DES PRESTATIONS ISSUES DE L'ANNEXE FINANCIERE	8
5.1 - Avance.....	8
5.2 - Répartition des paiements.....	8
5.2.1 - Acompte.....	8
5.2.2 - Périodicité des facturations	8
5.2.3 - Modalité de facturation	8
ARTICLE 6 : REGIME FINANCIER POUR LE PAIEMENT DES RELEVES D'OPERATIONS	9
ARTICLE 7 : REGIME FINANCIER COMMUN AU PAIEMENT DES PRESTATIONS ISSUES DE L'ANNEXE FINANCIERE ET AU PAIEMENT DES RELEVES D'OPERATIONS	10
ARTICLE 8 : LES OBLIGATIONS DU TITULAIRE	10
8.1 - Obligation de conseil.....	10
ARTICLE 13 : DISPOSITIONS DIVERSES	16

13.1 – Pilotage.....	16
13.2 – Notification des informations.....	16
Article 14 : DEROGATIONS AU CCAG.....	17

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - Objet du marché

L'accord-cadre a pour objet l'acquisition de cartes d'achat et de prestations associées à destination des services du Collège de France, ci-après nommés « services utilisateurs ».

L'accord-cadre porte sur des prestations de services.

1.2 – Description des prestations

Le présent accord-cadre a pour objet :

- la fourniture de cartes d'achat matérialisées,
- la mise à disposition d'un environnement de gestion des dites cartes,
- la mise à disposition de services d'accompagnement,
- le suivi des prestations.

Il est attendu du Titulaire du présent marché d'émettre des cartes d'achat et de réaliser des prestations à titre principal des opérations de paiement (tel que défini à l'article L. 314-1 du code monétaire et financier – CMF)..

Conformément aux articles L. 521-1 et, L. 522-2 du CMF, le Titulaire doit donc être une entité juridique en capacité de proposer des services de paiement et d'octroyer des crédits accessoires, ce qui comprend les établissements de paiement (définis à l'article L.522-1 du CMF), les établissements de monnaie électronique (définis à l'article L.526-1 du CMF) ainsi que, les établissements de crédit (définis à l'article L.511-1 du CMF) et les organismes mentionnés au II de l'article L.521-1 du CMF.

S'agissant des établissements de paiement et de monnaie électronique, l'agrément délivré par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution doit porter sur l'ensemble des services de paiement et opérations de crédits accessoires, objets du présent marché.

Deux phases sont à distinguer :

- une phase de déploiement (article 2.2 du CCTP « Déploiement ») qui a pour objectif :
 - la mise en place de la cartographie des programmes des services bénéficiaires,
 - les paramétrages de la solution de gestion et de pilotage des cartes, et des cartes en elles-mêmes, nécessaires à leur fonctionnement,
 - la mise à disposition des utilisateurs de la solution de gestion et de pilotage des cartes,
 - l'envoi de nouvelles cartes d'achat opérationnelles à destination des responsables de programme qui les délivrent ensuite aux porteurs actifs du marché précédent,
 - la formation d'un public ciblé à l'utilisation du marché, à ses processus et à ses outils.
- une phase d'exécution (articles 2.3 à 2.8 du CCTP), qui comprend :
 - la mise à disposition d'un environnement de gestion des cartes,
 - des services d'accompagnement,
 - le suivi des prestations

La date de début d'exécution de l'accord-cadre est celle de leur notification, et la date de début d'utilisation des cartes d'achat pour paiement est fixée au 1er janvier 2026. La phase de déploiement débute à compter de la notification de l'accord cadre, et la phase d'exécution à compter du 1er janvier 2026.

1.3 – Allotissement

Conformément à l'article L.2113-10 du Code de la commande publique, le marché ne peut être alloté en ce que l'allotissement ajouterait de la complexité technique à l'exécution des prestations.

1.4 - Durée du marché

L'accord-cadre est passé pour une durée ferme de deux ans à compter de sa date de notification.

Il ne fait l'objet d'aucune reconduction.

1.5 - Variantes et prestations supplémentaires ou alternatives

Aucune variante n'est autorisée, et aucune prestation supplémentaire ou alternative n'est prévue.

1.6 - Forme du marché

L'accord-cadre est mono-attributaire.

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande. Il est conclu sans minimum et avec un maximum.

Le montants estimatif et le montant maximal sont les suivants :

Montant estimatif / an	Montant maximum global
100 000 € HT	700 000€ HT

Les montants maximaux correspondent au moins au triple du montant estimatif.

Le présent accord-cadre cesse automatiquement de produire ses effets si ce montant maximum est atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

1.7 - Prix du marché

Forme des prix : Le marché est traité à prix unitaires dans les limites des montants maximum stipulés dans le présent CCAP.

Contenu des prix : Le contenu des prix est précisé dans l'annexe financière de l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- le suivi contractuel
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations.

Modalités d'établissement des prix : Les prix du présent accord-cadre sont réputés établi sur la base des conditions économiques en vigueur au 1er jour mois de remise des offres (appelé « mois zéro »).

Modalité de variation des prix : Les prix sont fermes et ne font pas l'objet de variation de prix.

Remises exceptionnelles : Le titulaire peut faire bénéficier le Collège de France de remises exceptionnelles, quelle qu'en soit la dénomination. Cette remise est appliquée au prix HT et identifiée comme telle sur la facture.

ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - le bordereau de prix unitaires (BPU).
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le CCAG-PI ;
- Le cadre de réponse technique ;
- Le mémoire technique du titulaire.

Toute clause, portée dans l'offre du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les éventuelles Conditions Générales de Vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

En cas de contradiction entre les clauses des différents documents contractuels du marché, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure.

ARTICLE 3 : DELAIS D'EXECUTION

3.1 – Durée d'exécution des bons de commande

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande émis au fur et à mesure de la survenance des besoins. Les délais d'exécution et de livraison des commandes sont précisés dans les bons de commande et sont conformes à ceux que le titulaire s'est engagé à respecter au titre de son offre, et dans le cadrage fixé par le CCTP du marché. Ces durées commencent à courir à compter de la date de réception du bon de commande par le titulaire.

3.2 - Prolongation des délais d'exécution

Aucune prolongation du délai d'exécution ne pourra être accordée par le pouvoir adjudicateur, par dérogation à l'article 13.3 du CCAG.

ARTICLE 4 : Emission et exécution des bons de commande

Les bons de commande sont notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins, selon les modalités suivantes :

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de 24 heures à compter de la date de réception du bon de commande.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 24 heures de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 72 heures pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution de l'accord-cadre ou des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 6 mois suivant la fin de l'accord-cadre. La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

Modalités de commandes

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date de sa notification. Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Possibilités de refuser un bon de commande :

Pour chaque année d'exécution, compte tenu de son carnet de commandes, chaque titulaire pourra refuser des commandes dans les limites suivantes :

- Un premier refus pourra avoir lieu sans explication ;
- Un second refus devra être expliqué par le titulaire concerné ;
- Un troisième refus entraînera l'exclusion du titulaire de l'accord-cadre pour le reste de l'année contractuelle en cours, sauf explication reconnue discrétionnairement comme valable par le Collège de France ;
- Un quatrième refus entraînera automatiquement l'exclusion de l'accord-cadre du titulaire pour le reste de l'année contractuelle en cours.

Mentions à reporter sur les bons de commande :

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro du marché (2025-36) ;
- le numéro d'engagement juridique ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la désignation et l'adresse du service passant la commande ;
- l'adresse de facturation ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- la date d'exécution de la prestation ;
- l'heure de la livraison ;
- les montants hors taxe et toutes taxes comprises du bon de commande ;
- les quantités livrées ;
- le lieu d'exécution de la prestation (site, adresse, bâtiment, étage, salle).

Seuls les bons de commande signés par un représentant du Collège de France pourront être honorés par le ou les titulaires.

ARTICLE 5 : REGIME FINANCIER POUR LE PAIEMENT DES PRESTATIONS ISSUES DE L'ANNEXE FINANCIERE

5.1 – Avance

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Pour la partie forfaitaire, lorsqu'il y a lieu, le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivant du code de la commande publique.

5.2 – Répartition des paiements

5.2.1 – Acompte

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

5.2.2 – Périodicité des facturations

Le poste 1 (forfait de déploiement initial) est facturé au service fait final.

Le poste 2 (correspondant aux frais de gestion annuels des cartes d'achat) fait l'objet d'une facturation annuelle, à l'issue de chaque période de référence.

Les postes 3 (création de programme en cours d'exécution), 4 (construction et l'animation de sessions de formation spécifiques) et 5 (Personnalisation du visuel de CHA), sont facturés au service fait final.

5.2.3 – Modalité de facturation

Les modalités de facturation et de paiement des prestations commandées au titre de l'annexe financière (BPU) sont à distinguer de celle des opérations réalisées par carte d'achat détaillées à l'article 5 du présent CCAP.

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

S'agissant du poste 2 « frais de gestion annuels des cartes d'achat » : cette facturation annuelle est fonction du nombre de cartes ayant réalisé au moins une transaction sur la période conformément à l'annexe financière.

Outre les mentions légales, les factures comprennent les mentions suivantes :

- le code du service exécutant (DABF)

- la référence du marché (2025-36)
- la référence du n° de bon de commande
- les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

L'unité monétaire qui s'applique est l'euro.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire devra transmettre ses factures de façon dématérialisée via Chorus Portail Pro. Pour cela, l'identifiant du Collège de France est son numéro de SIRET : 19753480300014.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

ARTICLE 6 : REGIME FINANCIER POUR LE PAIEMENT DES RELEVES D'OPERATIONS

Les relevés d'opérations sont établis et adressés selon les modalités décrites à l'article 2.3.4 a) du CCTP « Service dématérialisé d'envoi des relevés d'opérations », et pour les services utilisateurs.

Le paiement est effectué prioritairement par prélèvement sur le compte du Collège de France. A défaut de prélèvement, le paiement est effectué par virement sur présentation de la facture au compte du titulaire.

Mentions obligatoires :

Les relevés comprennent les mentions indiquées dans l'article 2.3.4 du CCTP.

Modalités de régularisation des comptes techniques :

Les opérations portées sur les relevés sont payées au titulaire par le processus nominal de mise en paiement décrit à l'article 2.3.3 du CCTP.

Toutefois, pour faciliter le traitement des écarts de rapprochement sur compte technique, le titulaire établit à la demande de l'administration et selon une fréquence maximale trimestrielle un état liquidatif des écritures en attente de régularisation portant :

- sur les soldes de relevés créditeurs (avoirs),
- ou sur les soldes débiteurs dans la limite de 5 € par relevé d'opération identifiés dans le suivi des écritures non rapprochées.

Cet état liquidatif établi par l'émetteur indique par compte technique et période de régularisation couverte :

- La date d'établissement de l'acte
- Le programme de carte d'achat concerné
- Les n° de relevés d'opération concernés
- Les motifs de non rapprochement automatique
- Le montant TTC total à débiter ou à créditer de l'état liquidatif

Les services du Collège de France procèdent ensuite à la création de la pièce comptable de régularisation dans le SI Financier avec l'état liquidatif dématérialisé en pièce-justificative. Les services du Collège de France indiquent au titulaire les informations permettant à ce dernier de procéder aux écritures de régularisation dans son outil de lettrage.

ARTICLE 7 : REGIME FINANCIER COMMUN AU PAIEMENT DES PRESTATIONS ISSUES DE L'ANNEXE FINANCIERE ET AU PAIEMENT DES RELEVES D'OPERATIONS

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum pour le Collège de France. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivant du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 8 : LES OBLIGATIONS DU TITULAIRE

8.1 – Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dysfonctionnements potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

8.2 – Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tout changement ou incident dans l'organisation et le fonctionnement de ses prestations (changement d'interlocuteur, dysfonctionnement sur les outils, retards...) et de manière générale tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

8.3 – Transférabilité des données

À tout moment pendant la durée d'exécution du marché, et sur demande, le titulaire fournit

au Collège de France pour les données qui le concernent, et dans un délai de 30 jours maximum, un état (sous forme d'un ou plusieurs tableaux récapitulatifs et exportables informatiquement) permettant d'accéder aux données suivantes :

- détail des arborescences par programme carte d'achat,
- détail, pour chaque programme carte d'achat, des données financières paramétrées pour chaque niveau de l'arborescence et jusqu'aux porteurs de carte,
- détail, pour chaque porteur de carte, des informations complémentaires demandées au moment de la création de sa carte (adresse professionnelle, e-mail, téléphone...).

En outre, au plus tard trois mois précédent la fin d'exécution du présent accord-cadre, le titulaire s'engage à fournir sur support dématérialisé, permettant l'exploitation de chaque donnée de manière informatisée, les données mentionnées ci-dessus et l'ensemble des paramétrages des différents programmes en cours d'exploitation permettant leur reprise par un opérateur bancaire différent.

8.4 – Obligation de confidentialité

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

8.5 – Mesure de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

8.6 – Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

8.7 – Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être titulaire d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents du pouvoir adjudicateur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens

appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite au bénéficiaire, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance.

8.8 – Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

ARTICLE 9 – Traitement de données à caractère personnel

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

➤ Précisions terminologiques :

Le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est le titulaire du marché.

➤ Délégué à la protection des données

Le titulaire communique aux bénéficiaires dès la notification du marché le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

ARTICLE 10 – Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations donne lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités et ne peut se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

10.1 Pénalités en phase de déploiement

a) Pénalité pour retard dans la création de la structure des programmes

Par dérogation à l'article 14-1 du CCAG-FCS, en cas de dépassement du délai contractuel d'exécution prévu à l'article 2.2.1) du CCTP, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de **50 euros** par jour ouvré de retard et par programme non créé.

Dans le cas où un service bénéficiaire ne respecte pas le délai qui lui incombe et prévu à l'article 2.2.1 du CCTP, la pénalité commence à s'appliquer à compter de l'échéance contractuelle à laquelle s'ajoute un délai correspondant au nombre de jours calendaires de retard du service bénéficiaire.

b) Pénalité pour retard dans l'émission des cartes d'achat

Par dérogation à l'article 14-1 du CCAG-FCS, en cas de dépassement de l'échéance contractuelle prévu à l'article 2.2.2 b) du CCTP, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de 10 euros par jour ouvré de retard et par carte non émise. Le titulaire apporte la preuve de l'émission des cartes d'achat par tout moyen.

c) Pénalité pour retard de la mise à disposition de la solution de gestion et de pilotage

Par dérogation à l'article 14-1 du CCAG-FCS, en cas de dépassement de l'échéance contractuelle prévu à l'article 2.2.3 du CCTP, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de 10 euros par jour ouvré de retard de mise à disposition, par utilisateur.

10.2 Pénalités en phase d'exécution des prestations d'utilisation des cartes pour paiement :

a) Pénalités pour retard de livraison d'une carte en phase d'exécution

Par dérogation à l'article 14-1 du CCAG-FCS, en cas de dépassement du délai contractuel d'exécution prévu à l'article 2.3.1 b) du CCTP, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de **100 euros** par jour ouvré de retard et par carte non émise. Le titulaire apporte la preuve de l'émission des cartes d'achat par tout moyen.

b) Pénalités pour interruption de service dans le cadre du renouvellement des cartes

Par dérogation à l'article 14-1 du CCAG-FCS, en cas d'interruption de service dans le cadre du renouvellement d'une carte d'achat prévu à l'article 2.3.1 d) du CCTP, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de **100 euros** par jour ouvré d'interruption de service et par carte.

c) Pénalités pour dépassement des délais de traitement des sollicitations

Par dérogation à l'article 14-1 du CCAG-FCS, en cas de dépassement des délais de traitement des sollicitations sur lesquels le titulaire s'est engagé dans son offre et exigés à l'article 2.3.6 du CCTP, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de **100 euros** par jour ouvré de retard de traitement et par sollicitation.

d) Pénalités pour dépassement des garanties de temps de rétablissement :

Par dérogation à l'article 14-1 du CCAG-FCS, à compter de deux (2) dépassements par an du délai de 2 jours ouvrés prévu à l'article 2.5 du CCTP pour rétablir la solution via une correction pérenne en cas d'anomalie bloquante, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de **500 euros** par jour ouvré de retard.

Par dérogation à l'article 14-1 du CCAG-FCS, à compter de quatre (4) dépassements par an du délai de 7 jours ouvrés prévu à l'article 2.5 du CCTP pour rétablir la solution via une correction pérenne en cas d'anomalie majeure, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de **300 euros** par jour ouvré de retard.

e) Pénalités pour non communication d'incidents

Par dérogation à l'article 14-1 du CCAG-FCS, à compter de trois (3) dysfonctionnements par an impactant l'utilisation des cartes ou l'utilisation des outils et services, n'ayant pas fait l'objet d'une communication du titulaire vers les services bénéficiaires et la DAE comme prévu par l'article 2.7 du CCTP, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité forfaitaire de **500 euros**.

f) Pénalités pour non fourniture des bilans statistiques et d'utilisation :

Par dérogation à l'article 14-1 du CCAG-FCS, à compter de quatre (4) retards dans la fourniture des bilans statistiques et d'utilisation prévus à l'article 2.8.1 du CCTP, à compter de la demande de la DAE ou des services bénéficiaires, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité forfaitaire de **300 euros**.

10.3 – Plafonnement des pénalités

Pour les pénalités liées au retard dans la création de la structure des programmes de l'accord cadre, le montant des pénalités encourues est plafonné à 20% du montant du poste 1.

Pour les autres pénalités liées à l'exécution des prestations, le montant total des pénalités encourues par an est plafonné à 20% du montant du poste 2 par bon de commande, le montant du poste 2 étant dans ce cas apprécié selon la dernière période de référence admise.

ARTICLE 11 – Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le sous-traitant doit obligatoirement disposer personnellement de l'agrément prévu par les dispositions du code monétaire et financier et correspondant aux activités qui lui sont confiées par le titulaire. Ainsi l'agrément dont dispose le titulaire ne peut être pris en compte lors de la vérification que le sous-traitant est bien habilité à exercer les activités soumises à agrément.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du service bénéficiaire, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le service bénéficiaire doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

ARTICLE 12 : Résiliation de l'accord-cadre

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG-FCS (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général). Conformément au CCAG de référence, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG de référence, le bénéficiaire se réserve la possibilité de résilier le marché :

- en cas de non-respect des obligations définies à l'article 9.1 du CCTP ;
- dans l'hypothèse d'une carence répétée, le marché est résilié avec effet immédiat.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant estimatif initial hors taxes du marché, diminué

du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5 %.

Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, le bénéficiaire peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

ARTICLE 13 : DISPOSITIONS DIVERSES

13.1 – Pilotage

Les modalités de suivi des prestations sont décrites à l'article 2.7 du CCTP « Suivi des prestations ».

13.2 – Notification des informations

13.2.1 – Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

13.2.2 – Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

Si un interlocuteur dédié n'est plus en mesure d'accomplir ses missions, le titulaire en avise l'acheteur sans délai, et prend toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations. Le titulaire propose à l'acheteur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai de 15 jours à compter de la date d'envoi de l'information selon laquelle l'interlocuteur habituel n'est plus en mesure d'exercer ses missions. Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'acheteur si celui-ci ne le récusé pas dans le délai d'un mois courant à compter de la réception de la communication du remplaçant. Si l'acheteur récusé le remplaçant, le titulaire dispose de 15 jours pour proposer un autre remplaçant. La décision de récusation prise par l'acheteur est motivée. Les avis, propositions et décisions de l'acheteur sont notifiés selon les modalités fixées à l'article 9.2.3 du présent CCAP.

13.2.3 – Forme des notifications et informations

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

Le titulaire notifie à l'acheteur les décisions ou informations à l'adresse suivante : marches@college-de-France.fr

13.2.4 – Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

13.2.5 – Modification de l'accord-cadre

Toutes les modifications qui pourraient être apportées, par avenant, aux clauses du présent document s'appliquent à l'accord-cadre.

13.2.7 – Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

13.2.8 – Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Paris.

Article 14 : DEROGATIONS AU CCAG

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est dérogé
2	4.1
7.10.2.1	14.1
7.10.2.2	14.1